

**IDÉES**

L'histoire n'est pas une appellation contrôlée

Page B 5



**PHILOSOPHIE**

Le mensonge, arme de déception massive

Page B 6



# PERSPECTIVES

## L'éternel recommencement

*Avec le discours inaugural de mardi, le gouvernement Charest fonce dans le dernier droit avant l'année électorale*

ROBERT DUTRISAC

**Q**uébec — À la veille de l'ouverture d'une session parlementaire, le gouvernement Charest nous a habitués à des tentatives de second début, de départ sur de nouvelles bases ou sur un bon pied, d'effacement de l'ardoise — toutes les expressions y sont passées depuis trois ans. C'est d'autant plus vrai cette année que Jean Charest prononcera son deuxième discours inaugural mardi depuis son accession au pouvoir, tournant la page sur ses engagements passés, tenus ou non. Le chef libéral, tel Sisyphe, est prêt à rouler une fois encore le rocher en haut de la montagne — tiens, le mont Orford! —, ce rocher qui, tel le taux de satisfaction à son endroit, retombe inlassablement après une embellie. L'éternel recommencement.

Autre recommencement, donc, pour un gouvernement qui a un an pour se requinquer avant que la perspective d'un déclenchement prochain d'élections ne vienne gêner la gestion gouvernementale. L'entourage du premier ministre croit que ce nouveau départ sera le bon, que tout est en place pour que le gouvernement donne sa mesure. D'ici la fin de la session printanière, le gouvernement Charest entend «contrôler l'agenda», fait-on valoir, en multipliant les dévoilements de politiques et les annonces.

L'entourage du premier ministre croit que ce nouveau départ sera le bon, que tout est en place pour que le gouvernement donne sa mesure

Le discours inaugural sera placé sur le thème du «gouvernement responsable qui est capable de prendre des décisions difficiles», thème qui ne brille pas par son originalité mais qui colle bien avec l'approche préconisée par Jean Charest.

Séduit par le discours des lucides, le premier ministre entend s'attaquer à la dette dès le prochain budget que le ministre des Finances, Michel Audet, déposera rapidement, le 23 mars, dans la semaine qui suivra l'ouverture de la nouvelle session.

Certes, le gouvernement n'a pas la marge de manœuvre financière pour réduire de façon significative la dette de 119 milliards de l'État québécois. Mais il agira, sans doute en présentant un projet de loi établissant un cadre pour le remboursement de la dette publique. On a appris que le gouvernement Charest a décidé de rejeter la formule utilisée par Ottawa. Le gouvernement fédéral constitue chaque année une réserve pour éventualité dont la somme est versée à la dette si elle ne sert pas (ce qui a toujours été le cas). Cette formule ne fonctionne que si les surplus sont au rendez-vous.

À la place, le gouvernement déterminera des sources spécifiques de revenus qui seront réservées au remboursement de la dette, certains revenus en provenance de sociétés d'État, par exemple, ainsi que le produit de la vente d'actifs.

**Des incontournables**

L'environnement et le développement durable seront au cœur de la présente session, et pas seulement en raison de la controverse entourant la vente d'une partie du parc national du Mont-Orford à des intérêts proches du Parti libéral. Le gouvernement dévoilera la nouvelle politique énergétique du Québec. Attendue depuis un an, cette politique fera une large place au développement de l'énergie éolienne et à l'efficacité énergétique. Elle mettra un bémol sur la construction par l'entreprise privée de minicentrales hydrauliques dont l'apport est jugé marginal.

Au printemps, le gouvernement Charest accouchera aussi de sa politique sur les changements climatiques, qui décrira les mesures qu'il entend prendre pour respecter le protocole de Kyoto. En outre, le projet de loi sur le développement durable, déposé par le ministre démissionnaire Thomas Mulcair, sera présenté de nouveau pour adoption lors de la présente session.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Jean Charest mise entre autres sur la nouvelle ère dans les relations fédérales-provinciales.

Ce nouveau début pour le gouvernement Charest, qui fonce dans le dernier droit avant l'année électorale, repose aussi sur la «nouvelle ère» qui s'annonce dans les relations entre Québec et Ottawa, selon le terme choisi par le premier ministre québécois. L'Ouest canadien et le Québec partagent la même vision de l'évolution du fédéralisme, fait-on remarquer. Harper et Charest sont sur la même longueur d'onde à cet égard.

C'est vrai pour la perspective générale — la théorie et les principes —, mais déjà les deux gouvernements divergent sur une question toute pratique et de gros sous: l'entente sur les garderies signée avec le gouvernement de Paul Martin et les 800 millions qui y sont rattachés. Jean Charest est résigné: Stephen Harper ne fera pas d'exception pour le Québec et les familles québécoises recevront directement les 1200 \$ par enfant promis par les conservateurs. Pour le reste, rien n'est réglé.

Quoi qu'il en soit, MM. Charest et Harper, figurant côte à côte tout sourire dans les «photo-op», ne jurent que par l'harmonie de leurs rapports, cet état de grâce, feint ou réel, sur lequel ils comptent tous les deux pour faire des gains politiques. Le chef de l'État québécois ne s'attend pas à un règlement du déséquilibre fiscal à court terme mais espère qu'interviendra un accommodement financier qui permettra à tout le monde de sauver la face. Autre élément sur lequel Jean Charest s'appuiera sur quelqu'un d'autre pour remonter la pente même si ça lui fait de l'ombre: Philippe

Couillard, l'homme le plus populaire du gouvernement. La «nouvelle ère» de la garantie de l'accès aux soins, *dit* Jean Charest, qu'a inauguré son ministre de la Santé et des Services sociaux en réponse à l'arrêt Chaoulli est considérée comme un coup de maître par l'entourage du premier ministre. Ils ne sont pas les seuls: même la leader parlementaire de l'opposition officielle, Diane Lemieux, trouve que le gouvernement a fait bien du «millage» avec cette annonce de 20 millions.

**La santé**

On verra beaucoup Philippe Couillard ce printemps. À compter d'avril, dans la foulée de l'arrêt Chaoulli, il présidera la commission parlementaire sur la place du secteur privé dans la santé, un débat qu'il a déjà habilement balisé.

Cette semaine, M. Couillard a présenté son plan d'action pour contrer une pandémie de grippe aviaire, dosant l'alarme et les inflexions rassurantes avec une précision toute... chirurgicale. Un peu comme les attentats du 11 septembre ont favorisé l'impopulaire George Bush en 2001, cette menace de pandémie peut contribuer à redorer le blason du gouvernement Charest en stimulant le besoin de sécurité de la population, sécurité que seul peut lui assurer leur État. Un thème porteur pour un gouvernement «responsable» en panne de reconnaissance.

Les sondages qui montrent la faiblesse des libéraux dans les intentions de vote n'émeuvent guère l'entourage du premier ministre.

Historiquement, le PLQ a toujours recueilli 40 % des votes lors des élections, rappelle-t-on. Le Parti québécois est aujourd'hui talonné à sa gauche par Québec solidaire, une nouvelle réalité que même Jean Charest a relevée publiquement, et le parti dirigé par André Boisclair pourrait perdre quelques plumes. Le gouvernement Charest dispose donc de certains atouts pour «amorcer un redressement graduel d'ici les élections», assure-t-on.

C'est sans compter toutefois la propension de ce gouvernement à se mettre les pieds dans les plats. Depuis le début de l'année, les électeurs ont été frappés par l'annonce de hausses de tarifs substantiels — électricité et assurance automobile. Le gouvernement Charest manque de crédibilité en matière de protection de l'environnement à la suite du départ de Thomas Mulcair, jugé trop «ministre de l'Environnement» par M. Charest et son entourage.

Ce n'est pas tout: le gouvernement Charest s'est lancé dans la privatisation d'une partie du parc national du Mont-Orford, un geste contesté qui pourrait le tracasser jusqu'aux prochaines élections. Le pire, c'est qu'on a demandé à Pierre Reid de défendre cette vente souhaitée par des libéraux notoires. Le ministre déchu semble se spécialiser dans la défense de l'indéfendable. On a vu ce qui est arrivé à la coupe de 103 millions dans les bourses d'étude qu'il était chargé de défendre.

Le Devoir



### Aspects juridiques de la e-Gouvernance

Le séminaire de deux jours s'adresse aux professionnels et gestionnaires des secteurs privés et publics intéressés à comprendre le cadre juridique régissant la gestion, la vente et la distribution de l'information, des biens et services sur l'internet.

► e-Gouvernance et propriété intellectuelle ► e-Gouvernement

Dates: 24 et 25 avril 2006 ► e-Résolution de disputes ► e-Gouvernance et e-Propriété

www.mcgill.ca/conted-general (514) 398-5454

### Initiation à l'industrie pharmaceutique

Améliorez votre productivité grâce à une meilleure connaissance de l'industrie pharmaceutique canadienne. Que vous soyez nouveau dans l'industrie ou que votre travail vous amène à transiger avec des compagnies pharmaceutiques, ce séminaire de deux jours est pour vous!

Dates: 21 et 22 mars 2006



UNIVERSITÉ McGill  
Centre d'éducation permanente

## PERSPECTIVES



Jean Dion

## Le gouvernement vous parle

Le gouvernement tient à informer les membres de la population générale que s'ils sont mécontents des hausses faramineuses de tarifs de permis de conduire et d'immatriculation annoncées récemment, ils n'ont qu'à acheter la Société de l'assurance automobile du Québec.

«Non mais c'est vrai. Chaque fois qu'il y a un problème quelque part, je me fais ramasser. Je commence à en avoir sérieusement ma claque. Y a toujours ben des limites à ma capacité de payer. Quelque chose ne fait pas ton affaire? Facile: crache le motton, citoyen! Ça va me faire plaisir de te rétrocéder plein d'affaires dans lesquelles l'État n'a pas d'affaires», a déclaré le gouvernement avant de se rendre à une réunion statutaire d'un comité consultatif conjoint chargé de tenir des audiences et de formuler des recommandations en vue de la préparation préliminaire d'un plan d'action susceptible de dégager des orientations générales menant à l'examen d'un processus de réflexion sur le dépôt en délibéré de mesures transitoires concrètes («c'est le nom que je donne au tapponnage destiné à couvrir d'un écran de fumée les tours de passe-passe auxquels je me livre de l'autre main pendant que le monde regarde ailleurs»), a fait savoir le gouvernement en espérant que personne ne comprenne ou alors que tous soient occupés à penser à autre chose, comme la longueur des files d'attente à l'hôpital quand ils iront bientôt succomber à la grippe aviaire en même temps que des centaines de millions de leurs concitoyens).

«D'ailleurs, il en a, de l'argent, le citoyen», a poursuivi le gouvernement. «Ces baisses d'impôts d'un milliard que je lui ai promises, j'ose espérer qu'il ne les a pas gaspillées en vin hors de prix de la SAQ, en essence sans plomb ou en vidéopokers avant même d'en avoir vu l'ombre du reflet. Je l'ai connu plus responsable que ça, le citoyen, quand l'État ne le chapeonnait pas du berceau jusqu'au centre d'accueil. C'était le bon temps.»

Le gouvernement a précisé qu'il avait énormément de choses à vendre et que les membres de la population générale n'avaient qu'à se manifester pour procéder à l'acquisition sans appel d'offres de joyaux collectifs. «Quand, pour me faire élire, j'ai dit que j'allais servir le public, ça ne voulait pas dire que je n'allais pas aussi servir le privé. J'ai l'habitude de m'exprimer très clairement, mais des fois, j'ai l'impression qu'il comprend ce qui lui tente, le citoyen.» Parmi les artefacts en vente, on trouve aussi bien des réalités tangibles qui ne servent à rien si on les laisse là sans les exploiter jusqu'au trognon, comme des montagnes, des fleuves, des forêts et des ministres, que des vues de l'esprit qui ne servent à rien non plus, comme des commissions, des sociétés, des régions, des conseils et des comités.

En fait, selon des sources disponibles à rabais, le projet de liquidation serait total avec, pour uniques exceptions, la Société alcoolique du Québec et Loto-Québec. «La loterie, c'est à moi tout seul, nas», a fait valoir le gouvernement en protégeant de son long bras une caisse de gratteux. «Tu l'auras pas. Ni la boisson. Je conserve les deux, et pas parce qu'il s'agit de vaches à lait mais parce que je suis le seul qui peut assurer que le commerce du hasard et de l'ivresse se fasse dans le respect des normes éthiques les plus élevées.»

Lors d'une entrevue obtenue pour moins cher qu'on pourrait le penser, le gouvernement a indiqué non seulement qu'il tenait à conserver le Casino de Montréal mais qu'il voulait aussi le déménager afin d'y accoler trois ou quatre bidules visant à faire accroître à la population générale que le nombre de visiteurs étrangers y doublerait et qu'ils y viendraient pour autre chose que se faire faire les poches. «Je n'ai aucune idée si c'est vrai, mais si Loto-Québec le dit, il y a de bonnes chances. Il y a toujours de bonnes chances avec Loto-Québec. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est Loto-Québec. J'adore Loto-Québec. Tu veux pas que je te serve un petit verre de drink, mon Loto-Québec d'amour en sucre d'orge miam miam? Tu l'as bien mérité après une si grosse journée. Et puis, ça ne grèvera pas mon budget, j'ai des connexions à la SAQ», a relaté le gouvernement.

Le gouvernement considère d'ailleurs que le fait d'attirer une clientèle de l'extérieur au casino constitue «un projet noble. Je ne me gêne pas pour siphonner les joueurs compulsifs d'ici, je ne vois pas pourquoi j'aurais des scrupules à siphonner pareillement les joueurs compulsifs d'ailleurs. Il s'agit simplement de profiter au maximum des occasions qui s'offrent dans un contexte de mondialisation des échanges.»

Par ailleurs, le gouvernement n'a été ni surpris ni déçu de la décision rendue publique hier après-midi par Loto-Québec d'abandonner le projet de déménagement du casino dans le bassin Peel de Pointe-Saint-Charles. «Comme ça, je n'aurai pas cette patate chaude dans les mains lors des prochaines élections générales, a-t-il dit. Mais vous ne devez pas oublier un élément fondamental: c'est le projet de l'envoyer dans le bassin Peel de Pointe-Saint-Charles qui a été abandonné, pas le projet de le déménager tout court. Aussi suis-je heureux d'annoncer l'amorce d'un processus élargi graduel multipartite décentralisé par étapes de consultations contingentes non décisionnelles sur l'opportunité de déménager le casino au mont Orford. Le temps que ça va prendre, j'aurai eu le temps de brader la montagne, en échange des revenus de quoi j'aurai acheté les alentours de la montagne, ce qui va me faire des terrains bucoliques enchanteurs pour loger le casino. Je pourrai d'autant plus y procéder au développement durable de l'offre de jeu que le casino jouxtera des milliers de condos occupés par des pleins qui auront de l'argent en masse à perdre dans mes machines à sous. Et quand ceux-ci auront été ruinés, j'aurai toujours le loisir de vendre Pointe-Saint-Charles pour renflouer mes coffres. Toute est dans toute, mon pit.»

Lorsqu'on lui a fait remarquer que Pointe-Saint-Charles ne lui appartenait pas, le gouvernement a répliqué qu'il lui suffirait de l'acheter. «Les citoyens de là-bas sont très influençables, comme certains ont essayé de vous le démontrer. Il me suffira donc de leur dire qu'ils auront besoin d'argent pour aller au nouveau casino qu'on y implantera, et le tour sera joué. Joué, la pognes-tu?», a conclu le gouvernement avant de s'éclipser pour passer à la SAQ avant que ça ferme.

jdion@ledevoir.com

Un électorat désespéré et résigné

## Campagne électorale sans course en Israël

GUY TAILLEFER

Campagne électorale sans passion dans la rue israélienne à un peu plus de deux semaines des parlementaires du 28 mars, que le parti Kadima d'Ehoud Olmert, héritier de l'ancien premier ministre Ariel Sharon, paraît assuré de remporter par défaut, tant l'opposition du Likoud et du Parti travailliste tire de l'arrière.

L'analyse est d'Asher Arian, politologue à l'université de Haïfa et fin observateur de l'opinion publique israélienne depuis 20 ans. Un électorat dont l'état d'esprit relève aujourd'hui d'une forme de désespoir résigné, dit-il. Le désir de sécurité prend le dessus sur le reste, indiquent tous les sondages, mais dans un contexte où, concurrentement, les Israéliens ont développé une carapace contre la terreur.

Cette opinion publique ne se laisse pas décoder facilement. L'idée de la création d'un État palestinien est aujourd'hui largement acceptée en Israël, ce qui était loin d'être le cas il y a dix ans, mais l'électorat ne croit plus pour autant qu'une éventuelle entente de paix conduira à la fin du conflit israélo-palestinien. La majorité obtenue par l'organisation islamiste du Hamas, responsable de dizaines d'attentats suicide commis en Israël, aux élections parlementaires fin janvier, l'a conforté dans cette opinion.

Il paraît à peu près certain que M. Olmert, ancien maire de Jérusalem, sera appelé à former le prochain gouvernement de coalition

De telle sorte que «les Israéliens ne s'attendent pas à ce que les gestes unilatéraux faits par leur gouvernement régulent le fond du problème, mais ils sont prêts à s'en satisfaire dans la mesure où ils contribuent à apaiser les tensions», souligne M. Arian. En évacuant unilatéralement, l'été dernier, la bande de Gaza, «Ariel Sharon a montré qu'il était passé maître dans l'interprétation de l'opinion israélienne».

Un Ariel Sharon plongé dans le coma depuis plus de deux mois à la suite d'une grave attaque cérébrale mais dont l'ombre continue néanmoins de planer lourdement sur le scrutin. «Il n'est nulle part sur les bulletins mais partout dans la campagne», résumait cette semaine la correspondante à Jérusalem du quotidien *The Globe and Mail*. M. Sharon demeure une figure centrale du scrutin dont le premier ministre par intérim Ehoud Olmert, son successeur à la tête de Kadima, ne se prive pas d'utiliser l'ascendant dans ses publicités électorales.

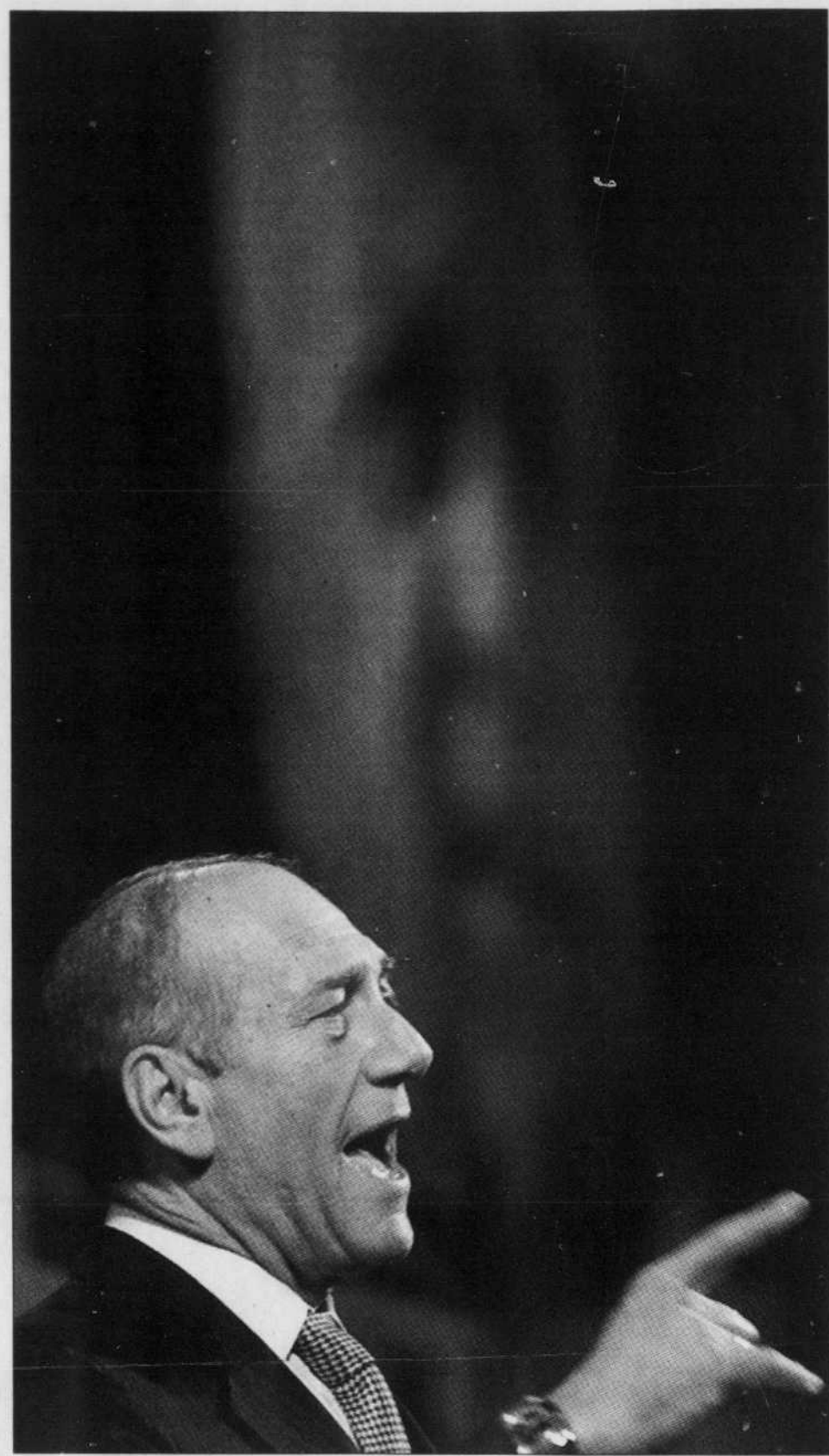
Jamais un parti n'a obtenu la majorité à la Knesset. Ariel Sharon a fondé Kadima en décembre dernier, avant sa maladie, après avoir rompu avec le Likoud (droite), dont il était le chef, et fait alliance avec une partie des travaillistes. Parti centriste, encore que le centre en Israël penche à droite, Kadima (ce qui signifie «En avant») a fait un tabac dans les sondages dès sa création. Il souffre aujourd'hui dans les enquêtes d'opinion de la disparition de son chef spirituel, mais il paraît à peu près certain que M. Olmert, ancien maire de Jérusalem qui n'a pas la stature du fondateur, sera appelé à former le prochain gouvernement de coalition.

### Les autres

Les sondages donnent à son parti entre 37 et 42 des 120 sièges du Parlement, le double de ses rivaux. Loin derrière viennent le Parti travailliste du syndicaliste Amir Peretz, crédité de 19 élus, et le Likoud de Benjamin Nétanyahou, qui récolterait 17 sièges. «C'est une campagne sans course», affirme M. Arian. Rien n'indique que M. Peretz parviendra à ramener au parti l'électorat populaire et immigrant perdu à l'ancien premier ministre Menahem Begin à partir de 1977.

Quant à Bibi, «il est très aimé parmi ceux qui le soutiennent mais détesté par la population». Non plus que l'élection du Hamas ne semble vouloir ranimer les appuis aux positions pures et dures du Likoud, comme on aurait peut-être pu le croire. L'arrivée au pouvoir de l'organisation islamiste n'a pas modifié les intentions électorales, constate Tamar Hermann, directeur du Centre de recherche pour la paix Tami Steinmetz, de l'Université hébraïque.

La victoire annoncée de Kadima est telle, note M. Arian, que le taux de participation au scrutin pourrait fléchir. Perspective inhabituelle dans une démocratie où de 70 à 80 % des électeurs ont traditionnellement eu la bonne habitude d'aller voter. Cela pourrait jouer des tours aux politiciens puisqu'il se trouve qu'en



GIL COHEN MAGAN REUTERS

Ehoud Olmert à l'ombre de son mentor Ariel Sharon mercredi à Tel-Aviv.

parallèle, ce qui est de l'ordre de l'inédit, l'électorat flottant et incéris représenterait actuellement près de 25 sièges — presque le cinquième de la Knesset.

### Une clôture... politique

Cette zone grise explique peut-être que M. Olmert vienne d'accorder des entrevues dans lesquelles il s'engage, une fois élu, à se faire le champion face aux Palestiniens de l'unilatéralisme qui a fait une grande partie du succès politique d'Ariel Sharon. Au *Jerusalem Post*, puis à *Haaretz*, il s'est engagé à fixer les frontières définitives d'Israël d'ici 2010, avec ou sans l'approbation de l'Autorité palestinienne, le long de la clôture de sécurité dont plus du tiers a été complété jusqu'à maintenant autour de la Cisjordanie. «Le tracé de la clôture, qui a jusqu'à maintenant été une clôture de sécurité, correspondra au tracé de la frontière permanente», a-t-il déclaré à *Haaretz*. Sauf erreur, M. Sharon n'était jamais allé aussi loin, s'agissant de donner un sens politique à la construction d'une clôture officiellement destinée à empêcher la commission d'attentats.

M. Olmert s'est en outre engagé à poursuivre le retrait unilatéral de colonies isolées de peuplement juif et à annexer les grands blocs de colonisation en Cisjordanie, ce qui était déjà attendu sous M. Sharon. Mais il a aussi promis de développer l'immense implantation de Maalé Adoumim en bâtissant 3500 logements supplémentaires de façon à la relier à Jérusalem-Est, dont les Palestiniens veulent faire la capitale de leur fu-

tur État. «D'ici quatre ans, a-t-il affirmé en entrevue, je crois qu'Israël se sera séparé de la vaste majorité de la population palestinienne. [...] L'objectif que je me suis fixé est le renforcement des blocs d'implantation et la séparation absolue de la population juive d'avec les Palestiniens.»

Une série de déclarations que le chef du Hamas exilé à Damas, Khaled Mechaal, a qualifiées hier de «déclaration de guerre». Mais ce sont des déclarations qui, pour incendiaires qu'elles soient en certains quartiers internationaux, sont destinées, à l'intérieur, à charmer ce vote flottant, dont celui, capital, du million de juifs russophones, ces immigrants de l'ex-Union soviétique qui représentent presque 20 % de la population. Les trois grands partis courtisent tous activement cet électoral en traduisant notamment leur propagande en russe, mais il semble que ce soit Kadima qui ait le plus à perdre.

«Plus que tout autre, l'électorat russe se sent orphelin d'Ariel Sharon», écrivait récemment le correspondant de *Libération*. «Prêts à voter au centre parce qu'ils faisaient confiance à ce vieux chef de guerre, les russophones connaissent à peine Olmert et moins encore le parti qu'il dirige désormais.» Or les projections montrent un déplacement de ce vote russe vers le parti communiste Notre maison Israël, dirigé par Avigdor Lieberman. Les derniers sondages donnent à ce parti de droite dix sièges, essentiellement aux dépens de Kadima.

Le Devoir

Devancé par Romano Prodi dans les sondages, il reste persuadé d'être réélu

## Berlusconi croit encore au miracle

ÉRIC JOZSEF

Rome — «Je n'irai pas voir le pape, mais je gagnerai quand même», a lancé, à un mois des législatives des 9 et 10 avril, Silvio Berlusconi, qui croit encore au miracle. Les sondages donnent l'Union de Romano Prodi en tête avec 51,4 % des intentions de vote (contre 46,4 % à la droite) mais le patron de Forza Italia, qui avait envisagé de rencontrer Benoît XVI avec une délégation du Parti populaire européen, continue d'afficher son optimisme. La démission forcée, le 19 février, de son ministre (Ligue du Nord) des Réformes, Roberto Calderoli, à la suite des caricatures de Mahomet et des violences consécutives en Libye, semble pourtant avoir donné un coup d'arrêt à sa remontée. Il y a quelques jours, le Cavaliere était allé jusqu'à annoncer qu'un sondage américain donnait la Maison des libertés, sa coalition de droite, très légèrement en avance. En réalité, toutes les enquêtes italiennes indiquent que Prodi continue de cara-

coler en tête. Hier encore, le *Corriere della Sera*, le premier journal de la Péninsule, a appelé à voter Prodi, et l'écrivain Umberto Eco a lancé une attaque farouche contre le président du Conseil sortant.

Mais pour Berlusconi, les indicateurs ne sont pas tous sombres. En six mois, l'écart entre les deux hommes s'est réduit de neuf points. «Pour la première fois depuis un an, les jugements sont plus positifs sur l'action du gouvernement que sur les capacités de l'opposition», ajoute le politologue Ivo Diamanti, qui estime que «la stratégie de Berlusconi, pendant deux mois, a fonctionné». Omniprésents sur les télévisions et les radios jusqu'au début de la campagne officielle, le patron de Forza Italia est parvenu à mobiliser nombre d'indécis qui avaient voté à droite en 2001 et qui, d'écus, semblaient destinés à rester chez eux. Le Cavaliere a rattrapé le plus large possible. Il a ainsi embarqué avec lui toute la galaxie néofasciste, de l'Alternative sociale d'Alessandra Mussolini jusqu'à la Flamme tricolore de

Pino Rauti et Luca Romagnoli qui, le 22 février, déclarait «ne pas être en mesure d'affirmer ou de nier que les chambres à gaz ont existé». À la suite du changement de scrutin, voulu par la majorité, qui combine proportionnel et prime à la coalition majoritaire, un match nul n'est pas exclu au soir du 10 avril avec, d'un côté, une Chambre des députés acquise à la gauche et, de l'autre, un Sénat de droite.

«S'il devait y avoir égalité, on retournera au vote», a prévenu Prodi. Avant de débattre à la télévision avec le président du Conseil, ce dernier exigeait comme préalable le renoncement de Berlusconi à son allocation prévue en clôture de campagne sur les ondes publiques. C'est chose faite. En 2001, sûr de sa victoire, c'est le Cavaliere qui avait refusé toute confrontation. «Désormais, Berlusconi veut débattre avec tout le monde», ironise Massimo D'Alema, président des Démocrates de gauche.

Libération

## PERSPECTIVES

## Irak: de mal en pis

Une guerre civile en Irak n'aiderait pas les États-Unis à se sortir du borbier

CHARLES-PHILIPPE GIROUX

Washington — Le spectre d'une guerre civile plane sur l'Irak depuis que les États-Unis y sont entrés de force, il y a trois ans, mais jamais il n'a été aussi présent que depuis l'attentat spectaculaire contre la Mosquée d'or chiite de Samarra, le 22 février dernier. Les représailles des jours suivants ont fait plusieurs centaines de morts et épaissi le brouillard entourant l'avenir de ce pays où le président Bush veut établir la démocratie.

Chose certaine, les Américains ont été impressionnés par les éclats de violence des dernières semaines. D'après un sondage *Washington Post-ABC News* publié cette semaine, 80 % d'entre eux croient qu'une guerre civile en Irak est probable. En fait, plus du tiers juge qu'elle est «très» probable.

Pourtant, il y a une semaine, le plus haut commandant américain en Irak clamait que la crise était passée. De nouveaux actes de violence peuvent toujours se produire, avait-il sagement ajouté, précisant qu'une guerre civile restait possible, bien que peu probable. Le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, a fait écho à ces propos cette semaine. Selon lui, même si une guerre civile reste possible, les médias ont exagéré les événements des dernières semaines.

«L'administration américaine et les responsables américains en Irak font de leur mieux pour prétendre qu'il n'y a aucune chance qu'une guerre civile éclate», déplore Charles Cushman, professeur de gestion politique à l'université George Washington. «Pourtant, tout ce que je lis sur l'Irak me laisse penser que nous nous dirigeons tout droit vers cela.»

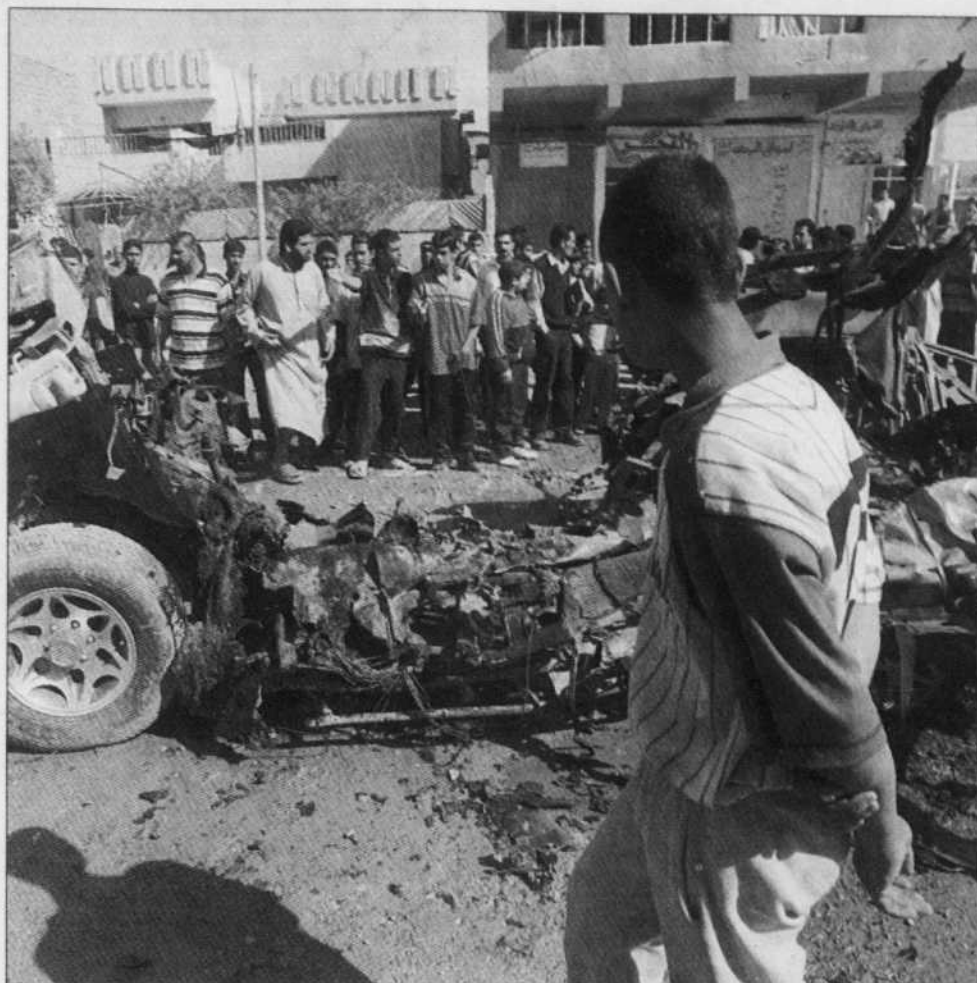
Karol Soltan, un politologue de l'université du Maryland, est encore plus catégorique. «Il y a déjà une guerre civile en Irak! C'est une guerre civile à basse intensité, mais le degré de violence est assez élevé et [les actes de violence] sont organisés comme ceux d'une véritable guerre civile», estime celui qui a passé l'été dernier en Irak pour conseiller les Kurdes dans les négociations sur la Constitution irakienne.

Selon Karol Soltan, un des principaux problèmes de la situation actuelle réside dans la philosophie entourant les négociations politiques. «La Constitution doit être considérée comme un traité de paix. Elle doit comprendre ce que comprennent les traités de paix: séparation des pouvoirs, détermination des frontières, etc.»

Domage, poursuit Karol Soltan, que les décideurs en place s'obstinent à voir le problème sous l'angle de la construction d'une nation. «Plusieurs voient cela comme s'il s'agissait d'établir une constitution semblable à celle de Philadelphie en 1787 [...]. Si vous abordez ce problème sous l'angle de la prévention d'une guerre, l'urgence et la logique diffèrent. Mais plutôt que de considérer qu'il y a une guerre civile ou qu'elle est imminente, les décideurs jonglent avec ces idées de construction de nation, et c'est très dommage. L'énergie politique n'est pas dépensée là où elle devrait l'être.»

## Partira, partira pas?

Qu'elle existe déjà ou qu'elle soit imminente, une guerre civile ne peut que compliquer les



La perspective d'une guerre civile déclarée en Irak effraie les Américains.

opérations américaines en Irak. Et si plusieurs observateurs ont critiqué le président Bush pour son apparente absence de stratégie depuis le début du conflit, ils sont au moins aussi nombreux à s'inquiéter au sujet des mois à venir.

Au centre des débats se trouve évidemment la question d'un éventuel retrait des soldats américains. Certes, cette décision serait populaire aux États-Unis et servirait bien les intérêts des républicains, qui tenteront de se faire réélire en novembre. Même si le mouvement antiguerre se fait plutôt discret ces jours-ci, l'opinion publique des Américains en ce qui a trait à la crise en Irak ne s'améliore pas et le plus récent bilan du conflit, qui fait état d'environ 2300 morts et de plus de 17 000 blessés en Irak depuis mars 2003, est souvent cité.

Malgré tout, très peu d'analystes croient qu'un retrait des 132 000 soldats en Irak serait une solution heureuse à court ou à moyen terme. «Un retrait complet des soldats américains serait irresponsable et très dangereux», opine John Steinbruner, directeur du Centre d'études internationales et de sécurité de l'université du Maryland. Selon lui, une telle décision encouragerait la Turquie et l'Iran à prendre part aux affrontements et amplifierait l'étendue des violences. «En ce moment, la présence des États-Unis impose une limite à la dégradation de la situation. Ce n'est pas une limite très solide, mais c'est mieux que rien.»

«Il y a déjà une guerre civile en Irak! C'est une guerre civile à basse intensité.»

Karol Soltan abonde dans ce sens. «Les tierces parties jouent toujours un rôle important dans la prévention des guerres. Je ne crois pas que les États-Unis constituent une tierce partie idéale parce qu'ils ne sont pas considérés comme un agent neutre par les adversaires. Mais d'un autre côté, ils sont déjà là-bas.»

Les soldats américains en Irak songent eux aussi à leur retour, comme le démontre un sondage Zogby réalisé auprès d'entre eux fin février. D'après cette enquête, près des trois quarts des effectifs croient que les États-Unis devraient plier bagage au cours de l'année.

## L'exemple d'Israël

Il reste qu'entre-temps, le nombre de morts et de blessés continue de grimper, ce qui fait

dire à Charles Cushman qu'un éventuel retrait sera inévitable. «On entend souvent des comparaisons avec le Vietnam mais, pour ma part, j'ai toujours pensé qu'il valait mieux observer la façon dont l'ancien premier ministre israélien Ehoud Barak a retiré ses troupes du Liban [en 2000], avance-t-il.

En 1999, soit avant son arrivée au pouvoir, Ehoud Barak avait promis de retirer les soldats israéliens qui occupaient le Sud-Liban depuis 1985. «J'aime cette analogie parce que Barak disait qu'Israël devait prendre ses décisions pour le bien de la sécurité israélienne et que ces décisions ne devaient pas être dictées par le comportement d'autrui. Il voulait un accord de paix entre les Libyens et les Syriens parce que cela servait Israël à long terme, mais s'ils étaient trop stupides pour voir que c'était le moment idéal pour conclure un accord, il n'allait pas attendre après eux et allait faire ce qui était bon pour Israël, point.»

Charles Cushman croit que quelque chose de similaire pourrait arriver en Irak. «La bonne chose à faire pour le président américain serait de dire: "Je vais prendre une décision en fonction de ce qui est bon pour la sécurité américaine. [...] Si vous voulez vous prendre en main et construire un gouvernement irakien, nous allons vous aider, sinon, nous allons partir." Plusieurs personnes vont détester cela, plusieurs vont se plaindre, mais je crois de plus en plus que Barak avait peut-être raison en prenant sa décision en fonction de ce qui était bon pour son pays.»

## Coalition internationale

Pour d'autres, la résolution du conflit irakien n'aura pas lieu sans l'aide d'autres pays. «Une coalition internationale aurait la légitimité que les États-Unis n'ont pas et ne peuvent pas gagner», note John Steinbruner avant de suggérer que les États-Unis cèdent le contrôle du processus de reconstruction à cette entité internationale tout en supervisant en toile de fond le soutien militaire et le financement.

John Steinbruner est cependant bien conscient qu'aucun pays ne serait prêt pour l'instant à venir en aide aux États-Unis. Selon lui, il faudrait d'abord convaincre les pays que l'absence de violence dans la région serait bénéfique à la communauté internationale. «Ce sont des conditions difficiles à obtenir, mais je ne crois pas que cela soit complètement inconcevable si les États-Unis en viennent à dire: "D'accord, nous n'allons pas résoudre ce problème. Quelqu'un doit essayer de le faire et nous allons en céder le contrôle." Ce n'est pas une mince affaire, mais c'est à peu près la seule chose que je puisse imaginer qui soit susceptible de fonctionner.»

Reste que Charles Cushman voit mal le président Bush demander de l'aide à un autre pays. «Ça l'obligerait à dire: "Ouais, on s'est gouré sur celle-là et maintenant on va avoir besoin de votre aide." Un gars du Texas ne ferait jamais ça!»

«Il est impossible d'imaginer que l'administration actuelle puisse prendre une décision pareille, reconnaît John Steinbruner. Mais le conflit va vraisemblablement perdurer jusqu'à la prochaine élection présidentielle...»

Collaborateur du Devoir

## La bataille de la culture

Montréal prend-il trop de place au détriment de Québec?

L'apparition du nouveau Festival Trans-Amériques a relancé la polémique créée l'an dernier par Spectra et les FrancoFolies à propos du calendrier des événements culturels montréalais.

ISABELLE PORTER

Québec — En s'installant dans la même case du calendrier que le Carrefour international de théâtre de Québec, le Festival Trans-Amériques a suscité la colère du milieu culturel dans la capitale, qui voit là une preuve additionnelle du peu d'attention accordé à la vie artistique à l'extérieur de la métropole.

«Ce n'est pas compliqué, il faut juste que Québec puisse avoir de gros événements exclusifs», commentait cette semaine le directeur général du Festival d'été de Québec, Daniel Gélinas. Il y a près d'un an, le Festival d'été avait mené toute une bataille pour empêcher les FrancoFolies de s'installer avant eux dans le calendrier estival des festivals de musique.

Cette semaine, c'était au tour de la direction du Carrefour de déplorer qu'on ne l'ait pas consultée avant de briser l'alternance annuelle qui lui permettait de coexister avec le Festival de théâtre des Amériques (FTA).

Dans une lettre publiée samedi dernier, l'OSQ, le Salon du livre, le Mois Multi, le Commissariat au cinéma et tous les théâtres de la ville se sont joints au Carrefour pour dénoncer ce qui est perçu comme un triste «pattern». «Ce qui suscite la colère et l'indignation dans la communauté artistique de Québec, c'est la similitude navrante de [la situation du Carrefour] avec celle d'autres organisations culturelles de Québec. [...] Encore une fois, ce sera aux gens de Québec de se mobiliser, de défendre l'existence d'une organisation de calibre national et international hors de la métropole.»

La directrice du Carrefour, Dominique Viollette, s'est montrée d'autant plus indignée qu'elle devait déjà composer avec un budget de beaucoup inférieur à celui du défunt FTA — 1,15 million par rapport à 2,3 millions en 2005 — en dépit d'une programmation comparable. «Nous considérons que nous devrions au moins avoir droit au même montant qu'eux. Les cachets d'artistes et les chambres d'hôtel ne sont pas moins chers à Québec.»

## Une tempête dans un verre d'eau

Le Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) déplore cette mobilisation et parle d'un «faux problème». Aux communications, Béatrice Pepper fait d'abord remarquer que les «dates ne sont pas les mêmes» puisque le nouveau Festival TransAmériques doit avoir lieu du 22 mai au 7 juin tandis que le Carrefour



Au-delà des questions de chevauchement de dates, c'est au chapitre des ressources que le bât blesse.

s'être cette année du 16 au 28 mai. D'emblée, on voit dans tout cela une saine concurrence. «C'est l'augmentation et la multiplication des événements qui créent la vitalité. [...] C'est un défi pour les publics, la promotion, l'innovation. Rien n'empêche les deux événements de se coordonner.» Mme Pepper ajoute que Québec ne pouvait pas profiter de l'attrait de la métropole. «Les gens de l'étranger qui débarquent à Montréal sont à deux heures d'auto de Québec. Vous pensez qu'ils ne vont pas descendre? Voyons! Ils ont fait dix heures d'avion!»

Professeur aux HEC en gestion des entreprises culturelles, Laurent Lapierre abonde dans ce sens. «Pour moi, il peut y avoir plusieurs festivals aux mêmes dates. Plus il y en a, mieux c'est et plus il y a d'argent. Par contre, il faut leur donner les moyens de faire des choses intéressantes.» Ancien gestionnaire du théâtre du Trident de Québec, M. Lapierre estime que le véritable enjeu est le financement des entreprises culturelles. Le Carrefour international de théâtre ainsi que d'autres organismes de cette envergure devraient avoir davantage de soutien gouvernemental. «Ils ont raison de demander plus d'ar-

gent. Le Festival de théâtre de Stratford, en Ontario, a un budget de 52 millions de dollars, et ce, dans une ville de 30 000 personnes.»

«Encore une fois, ce sera aux gens de Québec de se mobiliser, de défendre l'existence d'une organisation de calibre»

ajoute le professeur, il ne faut pas saupoudrer mais bien investir massivement dans les projets les plus importants. Citant les Denis Marleau, Denys Arcand et Robert Lepage, il soutient qu'il faut «investir dans les chevaux gagnants» et «financer ceux qui rayonnent dans le monde». Bref, note-t-il, la qualité, bien plus que la quantité, est garante du succès. «Si vous avez plusieurs événements musicaux à Québec et qu'ils sont tous de grande qualité, vous pouvez être sûr qu'ils vont tous bien fonctionner.»

## Un enjeu médiatique

Mais que craignent-ils de perdre, après tout? De la couverture médiatique, nous répond-on. C'est en bonne partie pour cela que la Manif d'art à tout fait pour éviter d'avoir lieu la même année que la Biennale de Montréal. «On n'avait pas le choix. On allait perdre la presse, entre autres. La reconnaissance, c'est essentiel. Sur les jurys d'octroi de bourses, s'ils n'ont pas entendu parler de toi comme artiste, c'est sûr que tu as

moins de chances.» Pour Daniel Gélinas, du Festival d'été, c'est le nerf de la guerre. «La plupart des médias nationaux sont situés dans les grands centres. Alors, chaque fois qu'il se passe quelque chose ailleurs, c'est relayé seulement par les médias locaux. [...] Quand il y a un événement culturel national, c'est très rare qu'ils vont en parler aux nouvelles de 22h. Par contre, ils vont parler de Nuits d'Afrique ou du lancement d'un disque à Montréal.» Dès lors, ajoute M. Gélinas, si son événement a lieu en même temps qu'un équivalent montréalais, la bataille est perdue d'avance.

Non seulement les médias permettent d'intéresser le public, ils comptent aussi quand vient le temps d'aller chercher des artistes de renom. Le président du Salon du livre de Québec, Philippe Sauvageau, se rappelle d'écrivains étrangers qui ont refusé de participer à son salon parce qu'on ne leur promettait qu'une couverture locale. «Quand on invite des gens de l'extérieur, ils veulent une couverture de presse. Mais c'est très difficile à obtenir s'ils sont passés par Montréal avant. C'est pour cela que, dans le cas du Carrefour, la formule bisannuelle était idéale.»

## De Québec à Tadoussac

Le responsable du Festival de la chanson de Tadoussac, Charles Breton, a suivi le débat des derniers jours avec attention. Les problèmes soulevés par la capitale, il dit les expérimentés au centuple. En particulier cette année puisqu'il doit composer avec la tenue des FrancoFolies en même temps que son festival, en juin. «A Montréal, tout est permis. Tu peux te lancer dans n'importe quelle aventure. On l'a vu avec les festivals de films! Les festivals poussent de terre, alors qu'ici, il faut construire pierre par pierre.» M. Breton a accepté de collaborer avec Spectra pour minimiser les impacts du changement cette année mais craint de perdre les 15 à 20 % de sa clientèle en provenance de la métropole. «Je ne pense pas que ça nous serve d'être dans l'ombre des FrancoFolies alors qu'on était là avant. [...] Est-ce qu'on va risquer de perdre des événements vieux de 20 ans pour faire une expérience à Montréal?»

Pour M. Breton, il ne s'agit pas seulement d'une vieille «chicane entre Québec et Montréal» mais plutôt d'une bataille entre les petits et les grands joueurs. Il rappelle que des événements montréalais comme Présence autochtone et la Fête nationale s'étaient aussi insurgés contre le déplacement des FrancoFolies. Quand même, fait-il remarquer, Québec a été particulièrement malchanceux. «Il y a eu la saga du Carnaval et de la fête des Neiges, là, c'est au tour du Carrefour. Québec devrait se prendre une équipe de baseball pour que Montréal essaie de récupérer la sienne!»

Collaboratrice du Devoir

## É D I T O R I A L

## Une ère nouvelle?

À quelques semaines du troisième anniversaire de son élection, le premier ministre Jean Charest ouvrira mardi une nouvelle session de l'Assemblée nationale. Le discours inaugural qu'il prononcera à cette occasion servira de feuille de route à son gouvernement d'ici le prochain scrutin. Le chemin demeurera malgré tout parsemé d'obstacles et la conduite sera difficile.

**P**roroger une session pour en ouvrir une autre aussitôt est une façon pour un premier ministre de marquer symboliquement une rupture. Une étape a été franchie, nous dira dans ce discours M. Charest, qui fera d'abord le bilan de ses trois premières années au pouvoir pour ensuite définir les priorités des 18 prochains mois.

Pour ce qui est du bilan, le premier ministre soutiendra avoir réalisé le programme en six points qu'il avait arrêté dans le discours inaugural du 4 juin 2003. Pour l'essentiel, il aura raison. C'est le cas en santé, où la situation a suffisamment changé pour qu'on parle de progrès. La révision des structures de l'État, des processus gouvernementaux et des modes d'intervention en économie — ce qu'on a appelé la «réingénierie» — est pour sa part enclenchée. En ce qui a trait à l'allègement du fardeau fiscal, M. Charest devra par contre avouer son échec. La cible de 27 % de réduction des impôts qu'il visait est loin d'être atteinte.

Le grand ménage que le premier ministre voulait faire aura en grande partie été la source de l'impopularité persistante de son gouvernement. Toutefois, cette impopularité a aussi pour cause l'esprit de confrontation qui a caractérisé ses rapports avec plusieurs segments de la population. Cet esprit semble faire partie des gènes libéraux, comme l'a montré encore une fois l'annonce de la privatisation d'une partie du parc du Mont-Orford.

Dans ce nouveau message inaugural, le premier ministre insistera sur la volonté de son gouvernement, maintenant qu'il a complété les tâches domestiques qu'il s'était assignées, de s'atteler à la réalisation de projets susceptibles de changer la perception qu'entretiennent les Québécois à son endroit.

En tête de la feuille de route de M. Charest, on trouvera les négociations avec Ottawa sur la question du déséquilibre fiscal, dont le règlement apporterait suffisamment d'oxygène aux finances québécoises pour commencer à réduire à la fois le fardeau fiscal et la dette. Le discours sur le budget fixé au 23 mars pourrait amorcer un mouvement en ce sens, mais il ne pourra pas décréter des réductions significatives avant qu'une entente ne soit conclue. Le climat positif qui prévaut entre Ottawa et Québec depuis l'élection de Stephen Harper pourrait lui permettre d'y arriver avant les prochaines élections.

Mardi, le premier ministre nous parlera aussi de santé avec insistance puisque l'action de son ministre Philippe Couillard est une des rares à être vraiment appréciées des Québécois. Il abordera ensuite ses projets en matière de développement durable, de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de politique énergétique et de financement de l'enseignement universitaire. Ces sujets ont tous pour caractéristique commune, il faut le souligner, de polariser l'opinion publique.

Au cours des prochains mois, les débats sur le rôle du secteur privé en santé et sur les questions environnementales seront particulièrement chauds. En fait, l'ère des affrontements est loin d'être terminée. Il ne suffira pas d'un discours inaugural pour changer le cours des choses. Il faudrait surtout que ce gouvernement arrête de nourrir lui-même la controverse en s'engageant sans cesse sur des terrains où les Québécois ne veulent pas le suivre. Après les écoles privées juives, le CHUM, le projet de déménagement du casino et le mont Orford, il devrait avoir compris que la conduite des affaires publiques serait plus facile s'il recherchait davantage le consensus que la confrontation. Cela reste à voir.

bdescoteaux@ledevoir.ca

## Colère justifiée

**L**e premier ministre Stephen Harper a tout à fait raison d'être furieux contre le commissaire à l'éthique, Bernard Shapiro, qui a décidé d'enquêter sur les transfuges en politique.

Ce n'est pas la première fois que le commissaire fait grincer des dents. C'est le cas depuis des mois, à chaque décision rendue, en fait. Un chroniqueur l'a même qualifié de «Bambi on ice» pour illustrer sa candeur et sa maladresse dans cette jungle politique! Déjà, en juin dernier, Ed Broadbent avait formellement appelé le Parlement à lui retirer sa confiance, motion rejetée par les libéraux et le Bloc.

Curieusement, cette semaine, M. Broadbent, aujourd'hui à la retraite, a blâmé M. Harper pour son attitude envers M. Shapiro, y voyant un possible «mépris envers le Parlement», un geste grave. L'idée a été retenue par les néo-démocrates, qui font valoir que si M. Broadbent s'en était pris au jugement de M. Shapiro, M. Harper, lui, refuse d'obtempérer à ses demandes. Et que c'est bien plus grave.

Quelle partisanerie! Il vaudrait mieux que le NPD arrête de déposer des plaintes frivoles auprès du commissaire — après la dénonciation, appuyée par les libéraux, de David Emerson, voilà que les néo-démocrates ciblent Belinda Stronach — plutôt que de déformer les faits.

Il est vrai que M. Harper et son entourage ont très sèchement accueilli l'enquête de M. Shapiro. Qui n'aurait pas eu cette réaction tant les transfuges font partie de l'histoire politique et tant il est du pouvoir du premier ministre de choisir son cabinet? Parler ici de manque d'éthique ou de conflit d'intérêts relève de la confusion intellectuelle. Mais M. Harper n'a jamais affirmé qu'il ne répondrait pas aux questions de M. Shapiro: il lui a fait connaître son désaccord et attend maintenant des nouvelles. Si c'est là du mépris...

Le problème, en fait, c'est que le Parlement est aux prises avec un homme qui n'a pas les compétences de sa fonction. Bernard Shapiro a eu une carrière remarquable d'universitaire et de sous-ministre, ce qui l'a fait remarquer de Paul Martin, qui l'a choisi en 2004 pour remplacer le très décrié Howard Wilson, un choix avalisé sans peine par les Communes. M. Shapiro jouissait d'une telle réputation!

Hélas, l'homme est un spécialiste de l'éducation: il n'a de formation ni en droit, ni en éthique, ni en procédures parlementaires. Ces choses-là comptent quand l'adversaire est prêt à monter en épingle le moindre faux pas. Et elles compteront encore plus si M. Harper va au bout de son projet d'ouvrir le processus de plaintes auprès du commissaire à tous les citoyens. Si celui-ci n'est même pas capable de bloquer les plaintes folichonnes des députés, imagine-t-on la foire quand le moindre quidam frappera à sa porte!

M. Shapiro, en fait, rendrait un grand service au Parlement en se retirant. Il y a suffisamment de psychodrames en politique, on pourrait au moins éviter celui d'un premier ministre accusé, à tort, des pires maux parlementaires parce qu'un commissaire ne comprend rien à la nature de son travail.

jboileau@ledevoir.ca



Bernard Descôteaux



GARNSIDE 2006.03.11

## L E T T R E S

## Les marchands du temple d'Orford

Le mont Orford à vendre... Nature sacrifiée, argent glorifié, béton sanctifié. Ne faudra-t-il pas changer le nom du parc après l'exécution de cette trahison? Les nouveaux marchands du temple n'ont qu'une morale: vendez, achetez et jetez tout ce que vous voulez, autant que vous le pouvez! C'est bon pour la richesse... des riches. Et, en prime, vous serez béni par le nouveau ministre de l'Environnement du Québec, au mépris des lois et de la préservation du bien public... Ce dernier parle de «tourisme durable» pour ce projet de privatisation du cœur du parc du Mont-Orford, son relief, son panorama. Quelle farce! Il ne donnera même pas priorité au projet le plus écologique. Et avec l'accélération du réchauffement climatique, il y aura de moins en moins de neige, de moins en moins longtemps. Cette opération est un marché de dupes. Sauf pour les promoteurs et les vendeurs de condos...

Bas les masques, M. le premier ministre du Québec! Allez au bout de votre logique!

Vendez tout pendant que vous le pouvez encore. Vendez d'autres joyaux des parcs: montagnes, collines et lacs, le Québec en a à revendre... Au diable la préservation des réserves naturelles, ça ne rapporte rien!

Vendez les rivières, et l'eau avec, tant qu'il

en reste. C'est de l'énergie propre et un besoin ô combien essentiel. C'est sûr, il y aura plein d'investisseurs sur les rangs. Et vendez Hydro tant qu'à faire! Les régimes de retraite des États-Unis sont preneurs...

Vendez tous les arbres jusqu'au dernier, et même les forêts sacrées des Innus, puisque rien d'autre que le veau d'or ne compte pour vous. Mais n'oubliez pas de replanter si vous voulez des profits durables.

À bas le moratoire sur les porcheries, et vendez du cochon à la Terre entière. Tant pis pour le golfe du Saint-Laurent, privé d'oxygène dans ses profondeurs à cause du trop-plein de matières organiques. Et adieu aux poissons des grands fonds. Adieu au zooplancton. Adieu aux baleines. Adieu à la morue. De toute façon, celle-là a déjà disparu...

Vendez tout, c'est la saison des ventes de garage au grand bazar de Québec! Mais surtout, faites vite. Car les citoyens écœurés de vos entourneloupes immorales de marchands d'illusions et de bradeurs de parcs nationaux, écœurés de votre gouvernement vendu aux acheteurs de tout acabit, les citoyens du Québec vous rendront bientôt la monnaie de votre pièce: vous serez jeté et, comme il se doit, recyclé dans l'opposition ou dans un autre parti...

Alain Brunel  
Membre de l'Institut québécois de la biodiversité (IQBIO)  
Ormy, France, le 10 mars 2006

## Le joli minois de Belinda

Eh oui, la jolie Belinda se lance dans une aventure politique, économique et linguistique. Forte d'une expérience professionnelle qui ferait l'envie des plus grands, collectionnant les titres et les prix, notre jolie Belinda décide de conquérir le sommet du pouvoir en s'entendant à ne pas apprendre le français.

Paul Martin l'avait nommée ministre alors qu'elle était unilingue anglaise. «Je promets d'apprendre le français», avait-elle dit. Une autre promesse vide. Pourtant, elle a eu le poste avant de remplir les exigences de l'emploi. Ah! Ce qu'un joli minois peut ouvrir des portes!

Or voici que Belinda, pas plus bilingue que mon chat, se lance dans la course à la chefferie de son parti. Elle apprendra le français, dit-elle encore. Non mais, comment peut-on prétendre diriger éventuellement un pays et en défendre les deux cultures tout en restant unilingue? On exige des fonctionnaires et des cadres supérieurs de parler les deux langues ou, à tout le moins, d'avoir une connaissance suffisante de la deuxième langue officielle. À mon sens, la logique l'exige: l'exemple doit absolument venir d'en haut. Mais j'ai bien peur que son joli minois n'endorme et ne charme bien des gens.

Michel Beaumont  
Québec, le 10 mars 2006

## REVUE DE PRESSE

## De la guerre à l'unité

Manon Cornéliier

**A**fghanistan et affaire Shapiro: ces deux dossiers ont provoqué un déluge de commentaires et d'analyses au Canada anglais cette semaine, au point d'occuper presque tout l'espace. Si, dans le premier cas, une certaine unanimité se dégage, on constate beaucoup plus de nuances dans le second.

Ainsi, d'un bout à l'autre du pays, rares sont les voix qui exigent la tenue d'un vote sur le nouveau mandat des troupes canadiennes en Afghanistan. S'il avait fallu en tenir un, il aurait dû avoir lieu l'année dernière, lorsque les libéraux ont décidé de modifier la mission du contingent canadien. Le faire maintenant risquerait trop, répète-t-on, d'envoyer un message d'hésitation aux troupes, de tergiversation aux forces talibanes et d'incohérence aux alliés afghans et autres du Canada. Par contre, peu de gens comprennent le refus du gouvernement Harper de tenir un débat. Il y en a eu un en novembre dernier, mais à la veille de la chute des libéraux, il est passé inaperçu. Or, comme plusieurs quotidiens et analystes, «si le gouvernement Harper a de bons arguments à offrir en faveur de cette présence, qu'il les expose. Sinon, cela signifie qu'il ne nous fait pas confiance pour comprendre les faits», écrit Susan Riley dans le *Ottawa Citizen*. Pour le *Globe and Mail*, un débat obligerait les politiciens à assumer pleinement leur responsabilité d'envoyer des Canadiens au combat. Greg Weston, du *Ottawa Sun*, fait remarquer que la résistance de la population, affichée dans les derniers sondages, n'est pas étrangère au peu d'information qu'elle détient au sujet de cette mission. Un débat contribuerait à pallier cette lacune.

La décision du commissaire à l'éthique Bernard Shapiro d'enquêter sur le premier ministre Stephen Harper et le ministre David Emerson à la suite du passage de ce dernier au Parti conservateur a fait plus de remous. Personne n'a applaudi à cette défection, mais de nombreux quotidiens soulignent qu'il s'agit d'une question non pas d'ordre éthique mais politique qui ne relève pas de Shapiro. On ne manque d'ailleurs pas de souligner que le com-

missaire n'a jamais cru bon de procéder au même examen au moment de la défection de Belinda Stronach. Certains, comme le *Calgary Sun* et le *National Post*, vont donc jusqu'à demander la démission du commissaire. D'autres, comme le *Edmonton Journal* et le *Globe and Mail*, condamnent plutôt les attaques contre la crédibilité de Shapiro et le refus du premier ministre de collaborer à l'enquête d'un officier du Parlement, que celle-ci soit juste ou non. Selon le *Globe*, l'attitude «disgracieuse» et «belliqueuse» du premier ministre transforme cette dispute en affaire personnelle, surtout qu'il s'était engagé à ne jamais renverser un jugement d'un officier du Parlement. Plusieurs quotidiens indiquent qu'il ne revient pas au premier ministre de délimiter le champ d'action de ces officiers. Le chroniqueur Andrew Coyne, du *National Post*, note que c'est au Parlement d'en décider.

La place des femmes dans la société canadienne a aussi suscité moult reportages, ce qui était fort prévisible en cette semaine du 8 mars. Mais certains textes faisaient plutôt suite à la sortie, la semaine dernière, du chroniqueur de la chaîne Sun Media, Michael Coren, en faveur du retour des femmes à la maison. Sa collègue du *Calgary Sun*, Licia Corbella, a offert la réplique la plus inattendue. Se disant chrétienne à l'instar de Coren, elle s'est employée à démontrer qu'il était contraire aux Écritures d'affirmer que la place des femmes est à la maison. Elle a noté qu'on ne trouve rien de tel dans la Bible et que, au contraire, Salomon y dit qu'une femme de noble caractère devrait fournir de la nourriture à sa famille et à ses serviteurs. «En d'autres mots», écrit Corbella en citant le verset 31 des Proverbes, la femme devait gagner son pain. Pour qu'elle y parvienne, on lui conseillait d'acheter un champ, d'y planter des vignes, de s'assurer un commerce profitable et de fabriquer des tissus et des vêtements. Corbella fait ensuite la liste des professions contemporaines qui pourraient correspondre à ces suggestions: agent immobilier, spéculateur foncier, couturier et manufacturier de vêtements. À Coren qui affirmait de nouveau cette semaine que la

«maternité à temps partiel» est une idée récente, Corbella répond que c'est plutôt la maternité à temps plein qui est un mythe et, depuis environ 200 ans, le privilège d'une certaine catégorie de femmes des sociétés occidentales. Depuis des temps immémoriaux, les femmes ont travaillé à l'extérieur du foyer, poursuit la journaliste avant d'ajouter, étudées à l'appui, que les femmes sont les principaux gagne-pain des économies de subsistance, qu'elles y travaillent plus longtemps que les hommes et qu'elles consacrent une plus large portion de leurs revenus que les hommes au bien-être de leur famille. Dans les pays en développement, elles représentent la majorité des micro-entrepreneurs et font la majorité des tâches agricoles, conclut la journaliste.

Changement de sujet. Vous vous souvenez de la solution de l'ex-astronaute et candidat libéral défait Marc Garneau pour contrer l'attrait de la souveraineté? Il avait fait la joie des caricaturistes pendant la dernière campagne électorale en proposant un voyage dans l'espace aux leaders souverainistes. Depuis, Marc Garneau semble avoir approfondi sa réflexion. Dans un discours prononcé à Halifax la fin de semaine dernière et reproduit en partie dans le *Toronto Star*, il se fait l'apôtre d'une résolution du déséquilibre fiscal comme première étape vers un renforcement de l'unité du pays et d'un examen approfondi de la place du Québec au sein de la fédération. Pour franchir cette première étape, il propose que chaque province évalue ses besoins en fonds fédéraux pour assumer ses responsabilités. Le total, croit-il, dépasserait sûrement les capacités de payer d'Ottawa. Une négociation multilatérale et non bilatérale (comme sous Paul Martin) devrait donc avoir lieu afin de trouver un compromis qui, il l'avoue, exigera un immense effort. Dans le cas du Québec, il ne suggère pas de piste concrète. Il prône la créativité et la compréhension et prévient qu'«on ne peut pas ignorer cet enjeu plus longtemps». Il en fait d'ailleurs une obligation morale pour les libéraux.

mcornellier@ledevoir.com

## IDÉES

Romans historiques

## L'histoire n'est pas une appellation contrôlée

MICHELINE DUMONT  
Historienne

**L**a publication du roman *Jeanne sur les routes* par Jocelyne Saucier chez XYZ et la critique qu'en a fait Suzanne Giguère dans *Le Devoir* du 26 février sous le titre «*Jeanne la rouge*» me donnent l'occasion de réfléchir à la vague de romans historiques qui ne se dément pas. Le roman historique semble être devenu le genre préféré des romancières. L'une d'elles expliquait le plus sérieusement du monde, lors d'une table ronde sur le roman historique, qu'elle ne pouvait pas s'imaginer en train d'écrire un roman se déroulant ici, à notre époque. Pour elle, le roman est essentiellement évasion, et le territoire de l'histoire lui offre, soutient-elle, l'évasion par excellence. Une autre disait plutôt souhaiter, par ses romans, donner la parole aux anonymes, aux méconnus de l'histoire officielle. Ce sont là deux positions diamétralement opposées, et on peut se demander si les lecteurs sont à même de faire la différence à la lecture de l'un ou de l'autre roman. Une autre chercheuse écrit «roman» parce qu'elle souhaite introduire des dialogues dans son récit. Une autre, enfin, veut tout simplement donner le goût de l'histoire.

Mais voilà que même les historiens se sont mis de la partie: Jean-Pierre Charland, *Un viol sans importance* (Septentrion, 1998), Robert Gagnon, *La Thèse* (Boréal, 1994), Gérard Bouchard, *Mistouk* (Boréal, 2002), pour ne nommer que les plus connus. Peut-on lire ces ouvrages avec la même confiance que leurs études rigoureusement documentées? Mieux, les éditeurs de XYZ autorisent leurs auteurs à introduire des éléments de fiction dans leur série de biographies «Les Grandes Figures». Comment faire pour s'y retrouver? Qu'est-ce qui est «historique»? Qu'est-ce qui est «fictif»?

## Une vision erronée du passé

Il est certain que le roman constitue une voie d'accès à la réalité historique plus aimable que l'austérité de quelques monographies scientifiques, farcies de références. Mais ils constituent sans doute aussi un piège qui dénature cette même réalité historique.

Les obstacles sont redoutables. Les romanciers font de longues recherches et ajoutent parfois à leurs romans des glossaires de mots anciens ou spécialisés pour ajouter à l'authenticité. Ce luxe de détails, qui ne dépasse habituellement pas le cadre extérieur et la vie matérielle, ne saurait toutefois excuser les différents degrés d'erreurs qui parsèment les romans historiques.

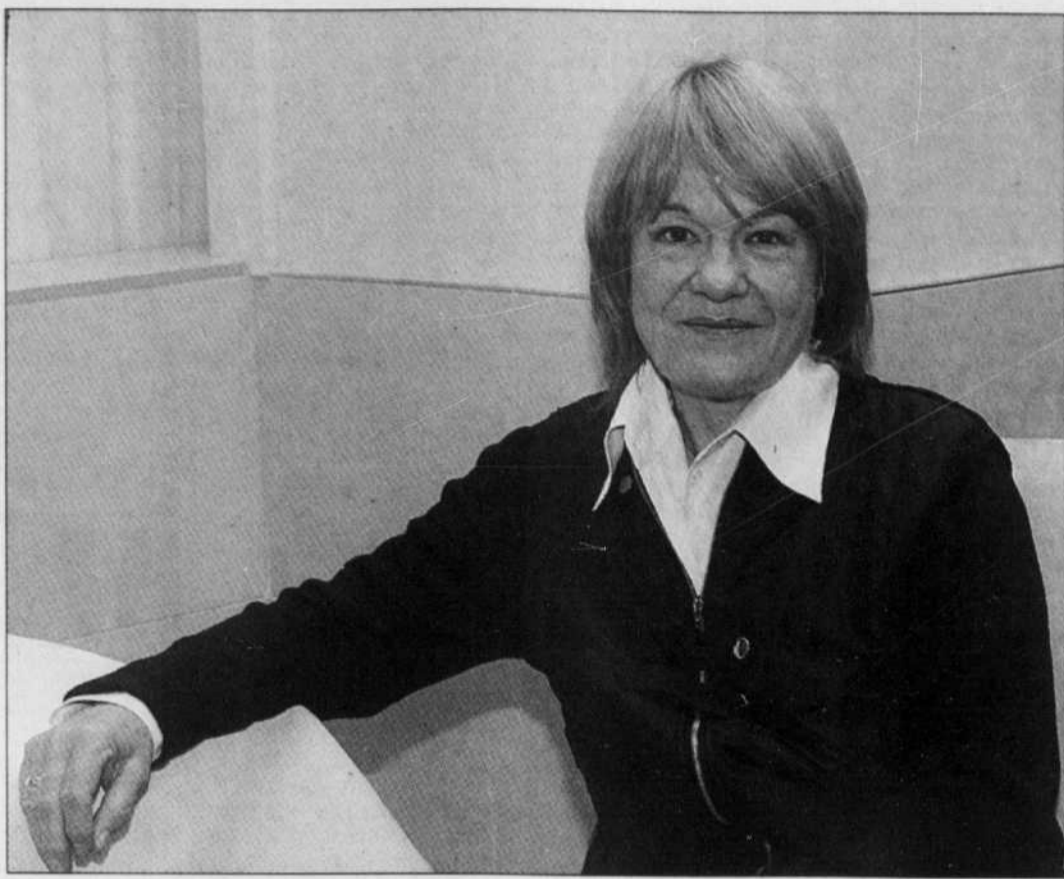
D'abord, des renseignements inexacts. Dans *Le Roman de Julie Papineau* (Québec Amérique, 1995), Micheline Lachance parle des «loyalistes» alors qu'ils se nommaient les «loyaux». Elle désigne M<sup>re</sup> Bourget sous le prénom de Paul (au lieu d'Ignace). Elle fait naître son héroïne en 1796 plutôt qu'en 1795. La colonne de la Liberté avait été érigée à Saint-Charles et non à Saint-Denis. Elle confond le D<sup>r</sup> Robert Nelson et le D<sup>r</sup> Wolfred Nelson.

Dans *Gabrielle*, de Marie Laberge (Boréal, 2000), une ursuline se rend seule aux funérailles d'une fillette pendant les années 1930. Deux impossibilités: les ursulines sont cloîtrées et ne sortent pas à cette époque. Et il est impensable qu'une religieuse sorte seule à l'extérieur de son couvent, dans quelque congrégation que ce soit.

Dans *Marie Laflamme* (Denoël, 1990), de Chrystine Brouillet, un personnage s'arrête au bord de la rivière pour se baigner, une impossibilité au XVII<sup>e</sup> siècle puisque la majorité des gens avaient peur de l'eau et ne savaient pas nager. Brouillet, penseront certains.

Mais le roman historique est aussi fertile en anachronismes. Pauline Gill (*La Cordonnière*, VLB, 1998-2003) parle sans cesse de la Mauricie alors que le concept a été inventé en 1931 par Albert Tessier pour désigner la région de Trois-Rivières. Gérard Bouchard commet la même erreur dans *Mistouk* (Boréal, 2002). Dans ce même roman, les enfants s'étonnent qu'une parente porte le nom d'une province, Alberta. Et pourtant, la scène se déroule quelques années avant la création de cette province. Toujours dans *Mistouk*, un personnage conduit une Buick deux ans avant la création de cette compagnie.

Pauline Gill (*Les Fils de la cordonnière*, VLB, 2003) évoque les «articles du frère Marie-Victorin» plusieurs années avant qu'il n'entame sa carrière de bo-



La romancière Micheline Lachance, qui a écrit *Le Roman de Julie Papineau* (Québec Amérique, 1995) et *Lady Cartier* (Québec Amérique, 2004).

taniste à l'Université de Montréal. Dans *Et vogue la galère* (Septentrion, 2003), Josée Mongeau fait parler ses personnages du XVII<sup>e</sup> siècle en utilisant les mots «gonzesses» et «gosses». Marguerite Volant tutoie son père et lui reproche de ne pas la comprendre, une impossibilité dans une famille du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ces anachronismes nous donnent une vision erronée du passé.

## Des concepts inexistants

Mais certains anachronismes sont plus pernicious. La grande difficulté pour les romanciers est de pénétrer l'univers psychologique des personnages d'autrefois. Les historiens ont naguère développé le concept d'«outillage mental» pour désigner l'ensemble des représentations et des connaissances qui caractérisaient une époque donnée. Cet outillage mental est fort difficile à appréhender, autant pour la personne qui écrit que pour celle qui lit, puisque c'est à partir de soi qu'on tente d'interpréter le monde.

Par exemple, l'«outillage mental» d'un personnage d'avant le XX<sup>e</sup> siècle ne peut pas référer, dans son discours intérieur, aux avancées actuelles de la psychologie. Il y a de grandes chances que cet outillage mental soit plutôt fortement teinté de moralisme, de culpabilité. L'obéissance envers les parents y prend une importance qui nous semble démesurée de nos jours.

Les romans qui mettent en scène des Amérindiens d'avant le contact avec les Européens sont singulièrement invraisemblables alors que le vocabulaire qui leur était accessible était profondément différent du langage d'aujourd'hui.

L'idée de viol entre un homme et une femme adulte était impensable avant le XX<sup>e</sup> siècle, nous explique Georges Vigarello dans son étude *Le Viol* (Seuil, 1998). Même le XIX<sup>e</sup> siècle nous est étranger. Lady Cartier ne peut pas se lamenter sur sa «vie de couple», concept formulé à la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Julie Papineau ne peut pas faire l'amour sous un chêne, dans la forêt de Montebello, au début des années 1830. (Surtout quand on calcule que la conception de la petite Azélie, dernière de la famille, a eu lieu en décembre et non en août, comme le prétend le roman!) On est certes plus avisé de lire les rares correspondances ou journaux intimes parvenus jusqu'à nous.

Récemment, un «roman» de l'historien Donald Atkinson sur John White, un député ontarien qui aurait été une femme au XIX<sup>e</sup> siècle, s'est valu un article de deux pages dans *La Gazette des femmes*. L'anecdote, en réalité un canular, y prend l'allure d'un «fait historique». La confusion est totale!

Il est certain que le roman historique est beaucoup plus populaire que le livre d'histoire et que son accès est plus facile. Peut-il mener à une meilleure

connaissance de l'histoire? Je n'en suis pas sûre. En effet, l'histoire consiste entre autres à retrouver une mentalité disparue alors que, le plus souvent, le romancier transporte à une autre époque des sentiments et des réactions qui appartiennent à la nôtre.

Il y a un monde entre les «mémoires» des pros-crits, exilés en Australie après les rébellions de 1838, qui ont été publiés à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et le roman de Louise Simard, *La Route de Paramatta* (Libre Expression, 1998). Je vous accorde que son roman est mille fois plus intéressant que les «mémoires», mais je ne suis pas persuadée qu'elle nous a fait pénétrer dans l'«outillage mental» des patriotes qui ont vécu l'exil australien.

## L'illusion de connaître

Pourquoi est-il important de ne pas donner une vision erronée du passé? Pourquoi faut-il se soucier de ne pas commettre de telles erreurs? Si l'histoire doit nous aider à comprendre la société actuelle, on doit accepter de la voir telle qu'elle était, et on ne se rend certes pas service en lui donnant les couleurs d'aujourd'hui. La connaissance de l'histoire est déjà trop fragile pour qu'on la contamine avec des récits sentimentaux. N'a-t-on pas déjà affirmé que ce type de roman historique était une forme de Harlequin de luxe?

Toutefois, la variété des types de romans historiques permet certaines nuances. Ceux qui mettent en scène des personnages fictifs dans des situations historiques me semblent plus anodins, surtout lorsque la recherche documentaire a été faite soigneusement. Je pense ici aux *Dames de Beauchêne* (VLB, 2000-05), de Mylène Gilbert-Dumas, ou à *L'Enfant cigarière* (VLB, 1999), de Marie-Paule Villeneuve.

Ceux qui mettent en scène des personnages réels, *Le Roman de Julie Papineau* de Micheline Lachance ou *Lady Cartier* (Québec Amérique, 2004) de la même romancière, voire *Hélène de Champlain* de Nicole Fyfe-Martel (Hurtubise HMH, 2003), se révèlent plus ambigus: ils nous donnent l'illusion de nous faire connaître ces personnages, mais on se leurre. Le décor historique est exact. Les dialogues et la psychologie des personnages demeurent foncièrement anachroniques et frisent parfois l'invraisemblance. Les descriptions coquines qui parsèment *Hélène de Champlain* nous informent davantage sur la société actuelle que sur la société du XVII<sup>e</sup> siècle.

Les romans historiques d'autrefois étaient pieux. Ils n'avaient rien à voir avec la société de l'époque de la Nouvelle-France: ils nous parlaient du climat social dominant des années 1930 et 1940. De la même manière, ceux qui s'écrivent aujourd'hui nous informent davantage sur la société actuelle!

## Recherches d'historien

Il est toutefois patent que la majorité des auteurs, hommes ou femmes, font des recherches intensives avant de se livrer à l'écriture. Cependant, pour en revenir à *Jeanne sur les routes*, il est certain que Jocelyne Saucier n'aurait pas pu écrire son «roman» sans les recherches soigneuses et approfondies de l'historienne Andrée Lévesque, qui a publié *Scènes de la vie en rouge - L'époque de Jeanne Corbin, 1906-1944* au Remue-ménage en 1999. Ce livre avait paru dans l'indifférence générale. Il s'agit pourtant d'un ouvrage passionnant qui ne devrait pas rebuter, en dépit de ses notes indispensables à toute recherche historique. Jocelyne Saucier et sa critique, Suzanne Giguère, ont-elles idée des années de recherche qu'a exigées la publication de ce livre?

Une définition du roman historique me semble donc être la suivante: un héros — ou une héroïne — vrai ou vraisemblable, placé dans des circonstances politiques et sociales connues (et parfois même fantaisistes), sert de prétexte à un «roman» qui plaira au public actuel mais qui permet rarement d'accéder à une meilleure connaissance de l'histoire.

Pourra-t-il stimuler la lecture de véritables livres d'histoire? On peut le souhaiter, mais l'histoire, comme on le sait, n'est pas une appellation contrôlée. Chacun y puise à son gré puisque les romanciers semblent manquer d'imagination.



Denise Bombardier

## Le carcan

**E**t si le Canada était en train de se faire encarcanner par la Charte des droits de la personne? Et si les juges, de ce fait, avaient perdu toute capacité de créativité juridique? Et si cette charte était devenue l'excuse de l'impuissance politique et une des explications de la dérive du sens commun?

Prenez les exemples récents. Comment un coureur, perçu comme tel par n'importe quel être humain sensible et raisonnable, peut-il devenir, à travers le prisme de la Charte, un signe sacré dès lors qu'on l'enrubanne ou qu'on le glisse dans son fourreau au point d'en accepter l'usage par certains alors qu'on l'interdit formellement à tous les autres? Pourquoi un casque de sécurité qu'on a imposé à tous les travailleurs sur un chantier au nom de la protection de l'intégrité physique peut-il être contesté par certains à cause d'une règle religieuse, le turban devant de facto un paratonnerre? Si on voulait être de mauvaise foi, et soyons-le sans remords, on peut supposer que les mêmes sikhs seraient les premiers à poursuivre l'employeur si d'aventure un objet leur tombait sur la tête et leur fracturait le crâne.

On sait désormais, à la suite du jugement de la Cour suprême sur les clubs échangistes, que la légalisation de la prostitution est la prochaine victoire du Canada en marche vers le progrès tel que défini par le droit. La Charte, ce grand catéchisme qui a remplacé le petit sous les applaudissements et les cris de soulagement d'une génération *stone* de son individualisme dont le gourou s'appelait Pierre Elliott Trudeau, cette charte est érigée en un mur sur lequel se frappent les tenants du bon sens, c'est-à-dire ceux qui croient que la liberté des uns est forcément restreinte par celle des autres et qui sont convaincus que l'addition des desiderata individuels ne transforme pas la somme en mieux-vivre collectif.

On se rappellera que la philosophie dont s'inspire la création de cette charte qui semble moins nous rassembler que nous diviser, cette philosophie incarnée par le flamboyant Pierre Elliott Trudeau, reposait sur la protection exclusive des droits individuels. L'ancien premier ministre, on le sait, se méfiait du nationalisme et des valeurs qu'il charrie. Aux revendications collectives du Québec, il préférait les gains des individus québécois. Il croyait à la liberté individuelle, ce qui ne l'a pas empêché de flirter avec les totalitarismes à la chinoise ou à la cubaine car il avait lui aussi succombé au snobisme de la gauche occidentale en son temps.

L'effet pervers de la Charte a été cumulatif, mais qui pourra contester que nous avons instauré un gouvernement par les juges dont un certain nombre, disons-le, sont loin d'être à l'aise avec ce rôle qu'on leur fait jouer? Les juges ne sont pas redevables aux citoyens comme le sont les politiciens. Cela les protège des pressions et assure leur indépendance. Mais les juges ne sont pas imperméables aux courants sociaux, aux lobbys et à la rectitude politique ambiante. On en veut pour preuve que le ministre de la Justice ne nomme pas les mêmes candidats suggérés par le Barreau. Selon le parti au pouvoir, les choix diffèrent. Bien sûr, Stephen Harper a cette fois-ci choisi parmi la liste proposée par ses prédécesseurs libéraux, mais on peut s'attendre à de futures candidatures plus conservatrices, dans le sens philosophique du terme. Ajoutons aussi qu'une grande proportion des avocats québécois sont de facto écartés des tribunaux de nomination fédérale, en particulier la Cour d'appel et la Cour suprême, à cause de leur engagement souverainiste.

Le juge en chef de la Cour d'appel du Québec, Michel Robert, avocat brillant, ancien président du Parti libéral du Canada dans une vie passée, s'est publiquement interrogé l'an dernier sur l'incompatibilité d'allégeance au Canada des candidats à la magistrature ouvertement souverainistes. Bref, les orientations idéologiques peuvent jouer un rôle dans l'exercice du jugement. Dans le monde juridique, la Charte suscite de nombreuses critiques mais celles-ci demeurent la plupart du temps discrètes, voire muettes. La Charte est un carcan pour plusieurs qui estiment que les effets pervers représentent un danger pour notre culture démocratique.

Cette charte n'a certainement pas été instaurée dans le but de scléroser les juges dans l'exercice de leur fonction. Mais en pratique, ils n'y échappent pas. On a le sentiment qu'ils raisonnent à l'intérieur d'un corridor si étroit qu'il exclut le sens commun et que se retrouvent devant les tribunaux des revendications dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles dépassent l'entendement. À cet égard, il n'est pas fantaisiste de croire qu'un jour prochain, des tenants du mariage polygame se présenteront devant la cour pour une reconnaissance de celui-ci en vertu du droit à cette pratique entre adultes consentants. Hier, on aurait cru à une blague. Demain, des honorables chercheront dans la Charte des arguments en sa faveur.

denbombardier@videotron.ca

## Écrivez-nous!

*Le Devoir* se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Etant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel ([redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.



Chrystine Brouillet, auteure de *Marie Laflamme* (Denoël, 1990).

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gerald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Carrièreau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-André Chouinard (éducation); Josée Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Mylen (justice et faits de société), Clairandré Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoit Munger (responsable du site Internet), Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont (communis Internet) Isabelle Paré (santé), Louise-Maude Rioux Soucy (Culture), Pauline Gravel (sciences); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Prévost (responsable des pages thématiques); Martin Ducloux, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (relecteurs); Renée Léo Guimont et Serge Paquin (relecteurs surnuméraires); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélar (théâtre et cahier Culture), Julie Carpentier (pupitre), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Frédérique Doyon (surnuméraire); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Reny (pupitre), Philippe Papineau (surnuméraire), Eric Desrosiers, Claude Turcotte et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à l'information internationale); Jean-Pierre Legault (pupitre international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti, Manon Corneille et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutrisac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marilyne Hamelin (secrétaire à la rédaction); Marie-Pier Frappier, Alexandre Shields (commis); La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Jean de Billy, Jean-François Bossé, Mariève Côté, Dave Cameron, Yan Hamel, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Martine Koppelle, Micheline Ruelland, Nadia Sebati, Mélisande Simard (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires); LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zernatis, Olivier Zaida. INFORMATIQUE Yanick Martel (responsable), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Alexandre Gaudreau (coordonnateur à la promotion et à la sollicitation), Caroline Simard (responsable service à la clientèle, par intérim), Monique L'Heureux, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION François Bisson (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

## • PHILOSOPHIE •

LE DEVOIR DE PHILO

## Le mensonge, arme de déception massive

## Vérité et politique selon Hannah Arendt

La philosophie nous permet de mieux comprendre le monde actuel: tel est un des arguments les plus souvent évoqués par les professeurs de philo pour justifier l'enseignement de leur matière au collégial. *Le Devoir* leur a lancé le défi, ainsi qu'à des essayistes, de décrypter une question d'actualité à partir des thèses d'un grand penseur enseigné au collégial. Toutes les deux semaines, nous publions *Le Devoir de philo* d'un professeur. À ses étudiants de l'évaluer...

MARC CHEVRIER

Professeur de science politique à l'UQAM

**L**a politique, aujourd'hui, serait un théâtre burlesque où des politiciens prompts au mensonge rient entre eux de leurs pantonnades devant un public candide. D'un scandale à l'autre, les citoyens n'en finissent pas de se découvrir bernés par ceux en qui ils ont eu confiance. Le mensonge en politique, au contraire de la croissance en économie, ne connaîtrait ainsi pas de récession.

C'est du moins là un avis communément partagé, où point une amère désillusion devant le politique, que les récentes turpitudes révélées par la commission Gomery ou le mensonge de l'administration Bush au sujet de l'existence d'armes de destruction massive en Irak ont contribué à fortifier. En 1997, le journaliste André Pratte avait mis toute la classe politique canadienne et québécoise sur la sellette. Son essai *Le Syndrome de Pinocchio* avait dépeint nos politiciens comme des menteurs invétérés, sur le postulat que le mensonge en politique n'est en aucune manière acceptable au nom du droit fondamental à la vérité. Interpellée, l'Assemblée nationale du Québec adressa quasi unanimement une motion de blâme à l'impertinent essayiste.

## La tentation de l'angélisme

Vérité et politique ne font pas bon ménage, il est vrai, mais est-ce une raison de maintenir sans appel la sentence de réprobation si facilement jetée désormais sur la classe politique? Parmi les penseurs contemporains qui se sont penchés sur cette question difficile, nous comptons Hannah Arendt, figure marquante de la philosophie politique au XX<sup>e</sup> siècle.

Dans un article publié en allemand en 1964 et intitulé *Vérité et politique* dans sa traduction française, Arendt nous met tout d'abord en garde contre la tentation de l'angélisme contempteur ou de la simplification devant le phénomène du mensonge en politique. C'est là une position qui en surprendra plusieurs. Mais étudiants plus attentivement ce qu'Arendt a à nous dire.

Premièrement, il serait absurde, souligne-t-elle, de prétendre que la vérité doit prévaloir en toutes choses, dût la communauté en périr. L'action politique est ce par quoi nous cherchons à éta-

blir ou à sauvegarder les conditions de la recherche de la vérité. Comme substitut à des moyens plus violents, le mensonge peut s'avérer, à certaines occasions, le moyen le moins dévastateur de préserver les havres de paix nécessaires à la poursuite de la vérité. De plus, comme Chateaubriand l'avait fait dans son *Génie du christianisme*, Arendt constate qu'aucune des grandes religions, le zoroastrisme excepté, ne catalogue le mensonge parmi les péchés mortels.

Pendant longtemps, les philosophes ne s'occupaient guère des mensonges manipulateurs en politique mais plutôt de la difficile coexistence entre ceux qui consacrent leur vie à la vérité et à la sphère politique. Arendt va même jusqu'à soutenir que les mensonges ont commencé en fait à devenir scandaleux sous l'influence de la morale puritaine, dont l'apparition a coïncidé avec celle de la science qui suppose la confiance en «l'absolue sincérité de tous les savants».

Mais Arendt n'est pas l'apologiste du mensonge en politique, loin s'en faut. Elle fait toutefois valoir que le fait de considérer la politique du point de vue de la vérité, c'est se placer en dehors du politique. Le détenteur d'une vérité est celui qui, après un long dialogue intérieur, arrive à une conclusion qui s'impose par la force du raisonnement. La vérité a un caractère despotique, dit Arendt, qui est à l'opposé de l'action politique pour laquelle tout est opinion, persuasion, consensus.

Lorsqu'ils proclamèrent leurs droits inaliénables, les rédacteurs de la Déclaration américaine d'indépendance de 1776 écrivirent: «Nous tenons ces vérités pour évidentes...» Jefferson savait qu'on n'entre pas en politique avec de grandes vérités sans devoir lui faire des concessions. Rien n'ébranle plus une



ARCHIVES LE DEVOIR

Selon Hannah Arendt, il importe d'établir une distinction entre vérité rationnelle et vérité de fait pour saisir l'impact du mensonge.

communauté que l'irruption de porteurs de vérités absolues.

Selon Arendt, il importe d'établir une distinction entre vérité rationnelle et vérité de fait pour saisir l'impact du mensonge. La première, qui se rapporte aux vérités des sciences, de la philosophie et des mathématiques, survit plus aisément aux assauts du politique, qui les conteste rarement, alors que la deuxième, qui touche aux faits historiques et sociaux, est d'un statut plus précaire, sans cesse soumise aux manœuvres du pouvoir. Si le camouflage ou le silence ne guettent la vérité de fait, c'est le bannissement par l'oubli qui l'emporte à jamais hors du monde.

## La vérité de fait

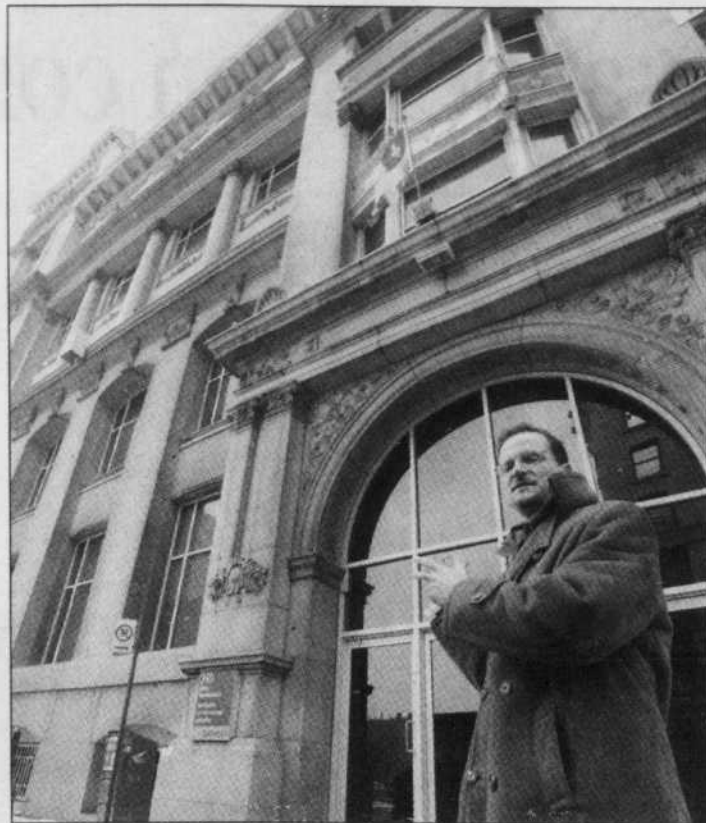
La vérité de fait est politique par nature puisqu'elle naît du consensus, de la concordance des témoignages et affecte diverses personnes. Proclamer la vérité de tel ou tel fait, c'est donc risquer de heurter l'intérêt de quelque individu ou groupe social. La vérité de fait se distingue mal de l'opinion et sa chance de survie auprès de courants hostiles est bien mince, alors que la vérité rationnelle peut toujours s'en remettre au triomphe de la raison ou à la vie exemplaire de celui qui agit en conformité avec sa vérité.

L'argument le plus troublant qu'avance Arendt pour conclure à la permanence du mensonge en politique est qu'il «fait partie des quelques données manifestes et démontrables qui confirment l'existence de la liberté humaine». Le menteur est celui qui estime qu'il n'a pas à déterminer sa conduite ou ses dires sur ce qui est; il affirme, ce faisant, sa volonté de changer la réalité, d'aller au-delà. C'est donc un individu d'action, qui a toujours une avance sur le simple diseur de vérité qui, s'il se lance dans la mêlée, perd ses seules qualités pouvant le rendre crédible, soit l'impartialité et l'indépendance.

Deux grands hommes d'État contemporains ont édifié leurs politiques sur des mensonges: de Gaulle et Adenauer. Le premier sur l'idée que la France fut l'une des puissances victorieuses de la Deuxième Guerre mondiale; le deuxième sur celle que le national-socialisme fut le fait d'une minorité en Allemagne. Par le mensonge, l'homme politique tient un pari, qui tourne à la réussite ou à la catastrophe.

Notre époque a plus que jamais à craindre du mensonge politique, croit Arendt, pour la raison que les médias de masse et la propagande gouvernementale et privée ont atteint une capacité de manipulation des faits sans précédent. Jadis, les États pratiquaient le mensonge dans un cadre limité; dans les chancelleries du monde, diplomates et émissaires habillaient les secrets d'État d'habiles tromperies. Au moins ces menteurs professionnels ne perdaient pas de vue la vérité qu'il fallait cacher à l'ennemi.

Le mensonge de masse moder-



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Marc Chevrier: «La concentration actuelle de la presse est un problème dont on n'a pas encore saisi toutes les graves conséquences pour la démocratie.»

ne se pratique au vu de tous, et souvent à l'égard de faits connus de tous. Telle tragédie de l'histoire, tel événement encore récent peut subitement disparaître des registres officiels ou subir une réécriture. Ainsi, «la possibilité de mensonge complet et définitif [...] est le danger qui naît de la manipulation moderne des faits», écrit Arendt. Ce danger s'accroît avec le recours généralisé à l'image dans la propagande de masse.

À l'instar de l'historien américain Daniel Boorstin, qui s'alarmait dès le début des années 60 de l'omniprésence de l'image dans la culture américaine, Arendt voit dans l'image un mécanisme de pensée qui atténue nos facultés critiques. Une image, affirme Arendt, «n'est pas censée flatter la réalité mais offrir d'elle un substitut complet». Elle est transitoire et roule d'autant plus vite que survient des faits qui la démentent.

Le principal ressort du mensonge de masse est ce qu'Arendt appelle la tromperie de soi. La propagande n'a prise sur les consciences que si de vastes pans de la population s'y laissent adhérer. La manipulation grossière et délibérée des menteurs d'appareil a donc pour corollaire l'auto-aveuglement des foules. La propagande atteint son effet quand trompeurs et trompés unissent leurs efforts pour défendre la «vérité de l'image» contre ceux qui l'attaquent.

Souvent, remarque Arendt, aux yeux des groupes subjugués par la propagande, les diseurs de vérité de fait ont passé pour plus menaçants que les opposants réels. Que si tel dictateur a expédié des dissi-

dents au fond des mers, ses partisans, ligés contre le péril commun, étoufferont la voix des familles éplorées. Que si tel président a menti sur le prétexte factuel d'une invasion armée, le journaliste qui met en doute les déclarations présidentielles sera accusé d'être un mauvais patriote... Bref, comme le dit Arendt,

**La propagande n'a prise sur les consciences que si de vastes pans de la population s'y laissent adhérer.**

«l'art moderne de la tromperie de soi-même est susceptible de transformer un problème extérieur en question intérieure».

Le signe que le mensonge de masse a fait des ravages sérieux est qu'il engendre un cynisme aigu — «le refus absolu de croire en la vérité d'aucune chose», dit Arendt, si bien établie puisse être cette vérité». La substitution cohérente de mensonges à la vérité de fait endommage jusqu'à la capacité même de croire en la distinction entre le vrai et le faux. Ce cynisme a frappé les régimes totalitaires, les jeunes nations nées dans la propagande, et tout indique que les démocraties, qui jouissent pourtant des libertés de presse et d'opinion, peuvent y succomber à leur tour.

Même si Arendt a principalement en tête le mensonge gouvernemental, elle n'oublie pas que celui-ci a emprunté ses techniques à la publicité commerciale qui diffuse de jolis mensonges dans l'espoir d'imposer un produit à tous. La démocratie peut donc s'endormir sur les propos lénaissants aussi bien du commerce que du politique.

Le mensonge est donc une donnée incontournable de la vie politique. De même qu'il est illusoire de penser que les politiciens vont gouverner d'après les seuls faits,

de même est-il indispensable de restreindre la tendance de tout pouvoir à manipuler les faits à son avantage. À cette fin, les régimes libéraux réfrèment les excès du pouvoir par une constitution et des freins et contrepoids qui divisent la puissance publique.

Toutefois, Arendt doute que la limitation constitutionnelle du pouvoir soit un rempart suffisant contre le mensonge politique. Puisque la vérité loge hors du politique, il importe alors de préserver dans la société «l'existence d'hommes et d'institutions» sur lesquels le domaine politique n'a pas de pouvoir pour trancher des questions de vérité. Déjà, au sein même de l'État, le juge établit des faits allégués relativement à des particuliers. Dans les universités, les sciences historiques et les humanités sont les gardiennes et les interprètes de vérités de fait. Au juge et à l'Académie s'ajoute la presse.

Arendt attache une telle importance au travail des journalistes qu'elle estime que si la presse devenait jamais réellement un quatrième pouvoir, «elle devrait être protégée contre le pouvoir du gouvernement et la pression sociale encore plus soigneusement que ne l'est le pouvoir judiciaire».

Les dirigeants ont besoin des médias pour propager leurs mensonges édifians; nous devons compter sur une presse vraiment indépendante pour rétablir la vérité des faits occultés par les images gouvernementales ou d'entreprise. La concentration actuelle de la presse est un problème dont on n'a pas encore saisi toutes les graves conséquences pour la démocratie.

Arendt a tiré de l'image désormais envahissante des conclusions inquiétantes. Dans la foulée de cette réflexion, nous pouvons constater comment l'ère de l'image s'accompagne de l'obsession du réalisme, aujourd'hui si manifeste à la télévision, dans les arts, à l'école, etc. C'est comme si l'homme démocratique, qui voue un culte à la transparence, avait abandonné tout idéal contraignant, toute référence extérieure à lui, pour se replier sur un monde familial, peuplé de représentations qui collent au plus près sa réalité immédiate.

Ce resserrement des horizons, c'est ce que j'ai appelé le temps de l'homme fini. En 1889, dans un petit essai décapant, l'écrivain Oscar Wilde se désolait du déclin du mensonge dans les arts et la littérature. Le but de l'art, estime Wilde, n'est pas de reproduire notre monde en répliques conformes mais plutôt de l'enchanter par de beaux mensonges riches de nouvelles significations. Notre époque est étrange: le mensonge a gagné en puissance là où il ne faudrait pas et a perdu en envoutement là où il nous faudrait être trompés.

*Le Devoir de philo* du samedi 25 mars: Aldous Huxley et l'hypersexualisation, par Elaine Laroche.

Pour toute suggestion d'un thème: [arobitaille@ledevoir.com](mailto:arobitaille@ledevoir.com)



## Juste un jeu.

Savez-vous pourquoi on appelle ça «jouer» aux loteries vidéo? C'est parce que c'est d'abord et avant tout un jeu, un divertissement. Et c'est d'ailleurs comme ça que la plupart des gens pensent.

Mais si vous n'êtes plus capable de passer devant une machine sans vider vos poches... là, ce n'est plus juste un jeu.

Il existe de l'aide. Appelez. Vous n'avez rien à perdre.

Jeu: Aide et Référence 1 866 SOS-JEUX



une initiative de Loto-Québec

[mise-sur-toi.loto-quebec.com](http://mise-sur-toi.loto-quebec.com)